

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

by CLC

Rapport de la confédération  
luxembourgeoise du commerce

2017



---

# TABLE DES MATIÈRES

---

<a href="#">LE MOT DU PRÉSIDENT</a>	03
<a href="#">RESSOURCES HUMAINES</a>	04
<a href="#">ORGANIGRAMME CLC</a>	06
<a href="#">ASSEMBLÉES GÉNÉRALES</a>	07
<a href="#">FÉDÉRATIONS AFFILIÉES &amp; MEMBRES</a>	08
<a href="#">PAKT PRO COMMERCE</a>	10
<a href="#">ÉVÉNEMENTS CLC</a>	12
<a href="#">DIALOGUE SOCIAL</a>	13
<a href="#">DOSSIERS NÉGOCIATION</a>	16
<a href="#">LA CLC DANS LES INSTITUTIONS</a>	17
<a href="#">REPRÉSENTATIONS EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES</a>	20

---

## LE MOT DU PRÉSIDENT

---



---

FERNAND ERNSTER, PRÉSIDENT clc  
IMAGE: JULIAN BENINI

---

Comme pressenti, l'année 2017 a été une année charnière pour la clc. Renforcé dans mon action par la confiance que vous m'avez accordée en renouvelant mon mandat de président, j'ai pu initier la mise en œuvre de la stratégie **clc new wave** telle que je vous l'avais présentée lors de notre assemblée de juin 2017. Je profite de l'occasion pour remercier le conseil d'administration de la clc de m'avoir suivi sur ce chemin qui n'était pas celui de la facilité et de me maintenir sa confiance sur cette réforme qui devrait aboutir à une nouvelle réalité d'ici fin 2018.

Ainsi, la clc s'est beaucoup occupée d'elle-même en 2017, avec la recherche et le recrutement d'un nouveau directeur, la définition de la stratégie **clc new wave** et sa mise en œuvre institutionnelle par une assemblée générale extraordinaire en décembre 2017.

Ce n'est pas pour autant que nous sommes restés passifs sur nos dossiers nationaux et sectoriels. La clc a notamment réussi à convaincre le gouvernement de retirer son projet de taxe-sucre (avec l'appui de nos fédérations amies de l'artisanat, de l'industrie et de l'horeca) ou encore d'obtenir que l'ITM adapte sa pratique administrative en matière de détachement pour le transport de biens et de personnes. La clc a par ailleurs continué à se battre pour libéraliser les heures d'ouverture des commerces, mesure qui ne sauvera pas à elle seule nos commerces de centre-ville, mais qui est une condition absolument nécessaire pour être en mesure de résister à un commerce par Internet ouvert 24h/24 et à des horaires d'ouverture agressifs des commerces de la Grande Région.

Concernant le Pakt Pro Commerce que la clc a signé avec le Ministère de l'Économie et la Chambre de commerce, le projet s'est bien développé. La clc a mis en place le programme d'actions 'commerce urbain'. L'élément phare en est le réseau *Erfa*, le groupe d'échange d'expérience «Marketing urbain au Grand-Duché de Luxembourg». La clc a également eu une action déterminante pour faire avancer le projet de création d'un Cadastre du commerce; ce dernier devrait devenir une réalité avant la fin 2018 et fournir des informations très utiles pour tous les acteurs du commerce au Luxembourg. Et bien sûr, la clc a contribué à la conception du projet de plateforme commerciale commune Letzshop.lu afin de promouvoir la digitalisation de nos commerces, digitalisation dangereusement à la traîne à ce jour.

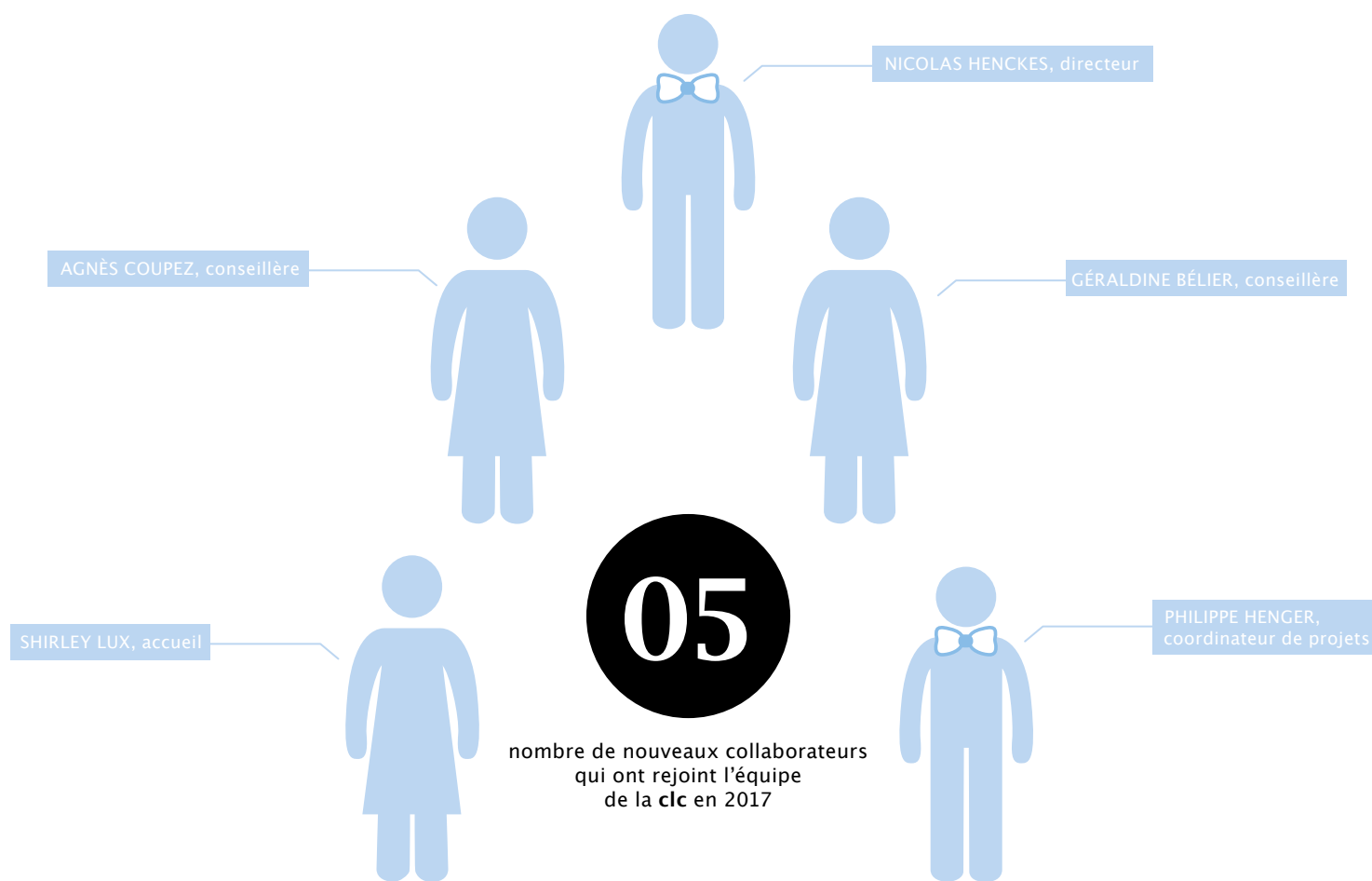
Notre rapport annuel évolue aussi, sur la forme et sur le fond. Comme le veut la tendance générale, il ne sera plus imprimé et disponible uniquement en format électronique. Il sera par ailleurs plus compact et plus synthétique afin de vous fournir l'essentiel de notre activité au cours de l'année sous revue.

---

## RESSOURCES HUMAINES

---

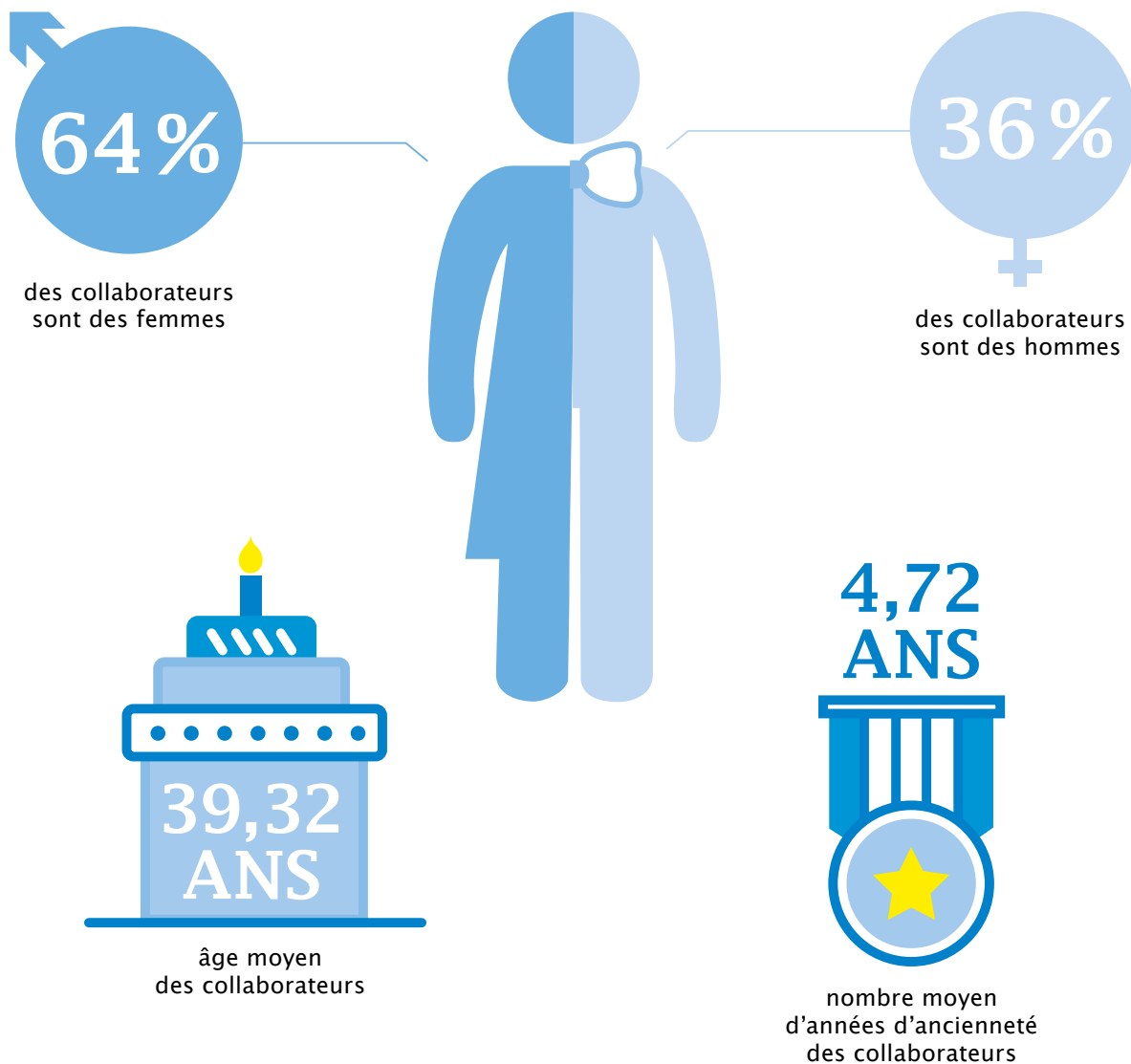
### LES NOUVEAUX COLLABORATEURS DE LA CLC



## RESSOURCES HUMAINES

SUITE

### LES CHIFFRES CLEFS



# ORGANIGRAMME CLC

ORGANIGRAMME AU 31 DÉCEMBRE 2017

## PRÉSIDENT

Fernand Ernster

## COMITÉ EXÉCUTIF

### VICE-PRÉSIDENT

Georges Muller

### VICE-PRÉSIDENT

Marianne Welter

### VICE-PRÉSIDENT

Laurent Schonckert

### VICE-PRÉSIDENT

Gerry Wagner

### DIRECTEUR

Nicolas Henckes

## COMITÉ DE DIRECTION

Nicolas Henckes

Claude Bizjak

Sylvie Fasbinder

Alain Petry

## PÔLES DE COMPÉTENCES

MOBILITÉ  
LOGISTIQUE

SERVICES  
MARCHANDS ET IMMOBILIERS

SOCIÉTÉ  
DE L'INFORMATION

## FONCTIONS DE SUPPORT

COMMUNICATION

BACK OFFICE

---

## ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

---

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 14 JUIN 2017

L'assemblée générale du 14 juin 2017 a élu les nouveaux membres du Conseil d'administration de la **clc**, et ce pour les 3 prochaines années. Le CA a ensuite élu les membres du Bureau exécutif. Le mandat du président sortant, Fernand Ernster, a été renouvelé. Il est épaulé par 4 vice-présidents en les personnes de Marianne Welter, Georges Muller, Laurent Schonckert et Gerry Wagner.

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 29 JUIN 2017

Lors de l'assemblée générale du 29 juin, les membres du CA ont été présentés aux membres de la **clc**. Le président a profité de cette assemblée générale pour présenter le nouveau directeur de la **clc**, Nicolas Henckes, et pour donner des informations sur la nouvelle stratégie de la **clc**: nom de code «new wave».

L'objectif premier est d'augmenter l'influence de la **clc** dans l'intérêt de ses membres. La dernière décennie a vu un changement radical dans les modes de communication et il est devenu plus difficile de faire entendre sa voix. La **clc** va donc se donner une force de communication à la hauteur des enjeux de notre temps et améliorer sa visibilité.

Le second objectif est de fidéliser et d'accroître le réseau de la **clc** et de développer les services rendus aux membres. La **clc** a un rôle à jouer pour fournir un appui aux entreprises (PME ou TPE) et aux commerces en termes de conseils, d'accompagnement, de formation voire de mise en place de plateformes communes. La **clc**, ensemble avec l'expertise des fédérations y affiliées, est bien placée pour offrir des services de qualité dans les secteurs qu'elle représente.

### L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 11 DÉCEMBRE 2017

L'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2017 a voté les modifications aux statuts nécessaires pour l'établissement de conventions avec les fédérations et avec les membres individuels de la **clc**. Elle a également voté la nouvelle grille de cotisation et le budget 2018.



## FÉDÉRATIONS AFFILIÉES & MEMBRES

- 01 Association de la Vente Directe (AVD)  
● ● ● [www.avd.lu](http://www.avd.lu)  
Conseillère: Blazenka Bartolovic
- 02 Association des agences conseils en marketing et communication a.s.b.l. (MarkCom)  
● ● ● [www.markcom.lu](http://www.markcom.lu)  
Conseillère: Marie-Laure Moreau
- 03 Association des Commissionnaires, Marchands et Transporteurs de bétail et de viande du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l.  
Association des Distributeurs Automobiles Luxembourgeois a.s.b.l. (ADAL)  
● ● ● [www.adal.lu](http://www.adal.lu)  
Conseiller: Alain Petry
- 04 Association des Grossistes en appareils sanitaires et de chauffage du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (AGASAL)
- 05 Association des Importateurs-Grossistes spécialisés en produits alimentaires a.s.b.l.
- 06 Association des Professionnels des Foires et Marchés a.s.b.l. (APFM)  
Conseillère: Lucia Seda
- 07 Association des Professionnels de la Société de l'Information a.s.b.l. (APSI)  
● ● ● [www.apsi.lu](http://www.apsi.lu)  
Conseiller: Rafael Raimundo
- 08 Association européenne des commerçants-forains a.s.b.l. (AECF)  
Conseillère: Claude Bizjak
- 09 Chambre Immobilière du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (CIGDL)  
● ● ● [www.cigdl.lu](http://www.cigdl.lu)  
Conseillère: Isabelle Phalippou
- 10 Design Luxembourg a.s.b.l. (DL)  
● ● ● [www.designluxembourg.lu](http://www.designluxembourg.lu)  
Conseillère: Marie-Laure Moreau
- 11 Espace Pub a.s.b.l.  
● ● ● [www.espacepub.lu](http://www.espacepub.lu)  
Conseillère: Marie-Laure Moreau
- 12 Fédération Bureautique a.s.b.l. (FEBU)  
● ● ● [www.febu.lu](http://www.febu.lu)  
Conseillère: Lucia Seda
- 13 Fédération de la Mode a.s.b.l. (FEMO)  
● ● ● [www.femo.lu](http://www.femo.lu)  
Conseillère: Lucia Seda
- 14 Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l.  
Conseillère: Lucia Seda
- 15 Fédération des Arts ménagers et Quincaillerie a.s.b.l.
- 16 Fédération des Courtiers d'Assurances de Luxembourg a.s.b.l.
- 17 Fédération des Déménageurs luxembourgeois a.s.b.l. (FEDELUX)  
Conseiller: Antoine Ries
- 18 Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg a.s.b.l. (OPAL)  
● ● ● [www.opal.lu](http://www.opal.lu)  
Conseiller: Claude Bizjak
- 19 Fédération des Professionnels Indépendants de l'Immobilier a.s.b.l. (FPII)
- 20 Fédération du Label Cassis (c@fil)  
● ● ● [www.cafil.eu](http://www.cafil.eu)  
Conseillère: Sylvie Fasbinder
- 21 Fédération Internationale des Professions Immobilières, chapitre Grand-Duché de Luxembourg (FIABCI)  
● ● ● [www.fiabci.eu](http://www.fiabci.eu)  
Conseillère: Isabelle Phalippou
- 22 Fédération Luxembourgeoise de l'Ameublement a.s.b.l. (FEDAM)  
● ● ● [www.fedam.lu](http://www.fedam.lu)  
Conseillère: Lucia Seda
- 23 Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars a.s.b.l. (FLEAA) ● ● ● [www.fleaa.lu](http://www.fleaa.lu)  
Conseillère: Agnès Coupez
- 24 Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons a.s.b.l. (FeDiB)  
● ● ● [www.boissons.lu](http://www.boissons.lu)  
Conseillère: Silvia Teixeira
- 25 Fédération luxembourgeoise des importateurs, distributeurs et Concessionnaires d'équipements techniques et de matériels sur les Entreprises et les collectivités a.s.b.l.
- 26 Fédération Luxembourgeoise des Importateurs-Grossistes en papier et papeterie a.s.b.l.
- 27 Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales a.s.b.l. (FLLAM)  
● ● ● [www.flam.lu](http://www.flam.lu)  
Conseiller: Claude Bizjak
- 28 Fédération Luxembourgeoise des Libraires a.s.b.l. (FLL)  
● ● ● [www.libraires.lu](http://www.libraires.lu)  
Conseillère: Sylvie Fasbinder
- 29 Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules a.s.b.l. (MOBIZ)  
● ● ● [www.mobiz.lu](http://www.mobiz.lu)  
Conseiller: Alain Petry



LA CLC,  
UN RÉSEAU DE PLUS  
DE 1.500 MEMBRES!



# FÉDÉRATIONS AFFILIÉES & MEMBRES

**SUITE**

- 30 Fédération Luxembourgeoise des Négociants en matériaux de construction a.s.b.l. (FEMACO)  
• • • [www.femaco.lu](http://www.femaco.lu)  
Conseillère: Isabelle Phalippou
- 31 Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants a.s.b.l. (FELSEA)  
• • • [www.felsea.lu](http://www.felsea.lu)  
Conseillère: Elisabeth Cruz
- 32 Fédération Luxembourgeoise des Vins et Spiritueux a.s.b.l. (FLVS)  
Conseillère: Lucia Seda
- 33 Fédération luxembourgeoise du e-commerce (eCOM.lu)  
• • • [www.ecom.lu](http://www.ecom.lu)  
Conseiller: Rafael Raimundo
- 34 Groupement Alimentation a.s.b.l.
- 35 Groupement Combustibles solides et liquides a.s.b.l.  
Conseillère: Silvia Teixeira
- 36 Groupement d'assistance, remorquage et dépannage Luxembourg (GARD)
- 37 Groupement drogues, articles chimiques, optiques, photographiques, sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l.
- 38 Groupement des Activités commerciales diverses a.s.b.l.
- 39 Groupement des Concessionnaires Répartiteurs luxembourgeois en spécialités pharmaceutiques a.s.b.l.
- 40 Groupement des Entrepreneurs de Transports a.s.b.l. (GT)  
Conseiller: Antoine Ries
- 41 Groupement des Importateurs et Grossistes de matériel électrique a.s.b.l. (GME)  
Conseillère: Blazenka Bartolovic
- 42 Groupement des Grossistes Répartiteurs luxembourgeois en produits pharmaceutiques a.s.b.l.  
Conseillère: Astrid Schuh
- 43 Groupement des Syndics Professionnels du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (GSPL)  
• • • [www.gspl.lu](http://www.gspl.lu)  
Conseillère: Isabelle Phalippou
- 44 Groupement du Commerce Frontalier a.s.b.l.
- 45 Groupement Fleuristes du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l.
- 46 Groupement Luxembourgeois des Négociants d'Acier a.s.b.l.
- 47 Groupement Parfumeries Sélectives a.s.b.l.
- 48 Groupement Radios, articles électriques et installations sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l.
- 49 Groupement vum Lëtzebuerger Landhandel a.s.b.l.
- 50 Lëtzebuerger Maarteverband a.s.b.l. (LMV)  
• • • [www.maart.lu](http://www.maart.lu)  
Conseillère: Nathalie Muller
- 51 Luxembourg Airfreight Forwarders' Association a.s.b.l. (LAFA)
- 52 Presse, Tabacs & Convenience a.s.b.l. (PRESTACO)
- 53 Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (SAVL)  
Conseillère: Elisabeth Cruz
- 54 Syndicat des Importateurs, Exportateurs et Distributeurs-Grossistes en alimentation et autres produits de consommation a.s.b.l.
- 55 Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois a.s.b.l. (SPL)  
• • • [www.pharmacie.lu](http://www.pharmacie.lu)  
Conseillère: Astrid Schuh
- 56 Union luxembourgeoise de la production audio-visuelle a.s.b.l. (ULPA)
- 57 Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. (ULAV)  
• • • [www.ulav.lu](http://www.ulav.lu)  
Conseillère: Elisabeth Cruz
- 58 Union professionnelle des services médico-techniques (Medizintechnischer Fachhandel) a.s.b.l. (UPSMT)
- 59 Verband der Luxemburger Videothekhäre a.s.b.l.

---

# PAKT PRO COMMERCE

---

## LA COORDINATION GÉNÉRALE

### DU «PAKT»

La **clc** a assuré la progression du Pakt PRO Commerce par la coordination générale de l'initiative fondée en avril 2016 par le Ministère de l'économie (MECO), la Chambre de commerce (CC) et la **clc**. La gestion administrative a entre autres inclus la gestion des ressources financières et humaines.

Dans le cadre de ce travail, la **clc** a organisé les réunions du comité de pilotage, proposé des ordres du jour et rédigé des comptes rendus. En 2017, huit réunions ont été effectuées, le 13 janvier, le 17 février, le 5 avril, le 3 mai, le 24 mai, le 30 juin, le 10 octobre et le 14 novembre.

Une communication institutionnelle et générale autour du Pakt a été établie notamment au travers de deux sites web: le site web du **MECO** et le site **procity.lu**.

### L'ANALYSE

Un nouveau Cadastre du commerce est en cours d'élaboration. Combiné avec d'autres bases de données, il formera à l'avenir le support de toutes les observations du marché, analyses et autres décisions en matière de politique de développement au niveau local, régional et national.

## LE CADASTRE DU COMMERCE

En vue de la création du futur cadastre, la **clc** a coordonné les différentes étapes et a défini, ensemble avec les partenaires du **MECO** et de la **CC** les données à y intégrer.

Partant de la simple idée de regrouper les bases de données de l'ancien **POC** et de la **CC**, le projet s'est vite développé vers quelque chose de plus complexe. Tout d'abord, le travail d'identification d'interfaces pour la fusion des données a montré qu'il fallait partir de questions très basiques. L'identification de tous les acteurs du pays qui, potentiellement ont les données liées au commerce, la création d'une liste des acteurs et interlocuteurs correspondants suivi par la clarification des besoins de chacun lors des interviews, ont finalement donné un premier résultat important. Le nombre d'interfaces existant est très limité et la qualité des données est parfois plutôt faible.

Un comité de pilotage «Cadastre» a été mis en place, dans lequel la **clc** a évoqué, ensemble avec ses partenaires du **MECO** et de la **CC**, les questions ouvertes pour ensuite faire avancer le projet. Dans ce cadre, le lancement d'un appel d'offre a été remis en question, car une solution basée sur un modèle de loyer (SaaS) est devenue une alternative réaliste et moins onéreuse. Cette solution permettra de travailler de la manière souhaitée, mais également d'avancer vite sans investir encore du temps et du budget supplémentaire.

## DIGITALISATION

### DU «DIGIMAART» VERS «LETZSHOP.LU»

Convaincue de l'approche digitale dans le commerce de détail et la consommation en générale, la **clc** a contribué au projet «**LetzShop.lu**» en tant qu'expert en la matière, grâce à ses longues années d'expérience dans le marketing commercial digital (**Goodidea.lu** etc.) ainsi que grâce à sa fédération affiliée **eCom.lu**, la fédération des e-commerçants au Luxembourg. Dans la phase de promotion de la nouvelle plateforme, la **clc** a contacté les différentes communes pour présenter le concept sur place, en présence des commerçants intéressés. Bien entendu, les prestations de conseil faisaient partie de l'engagement.

## COMMERCE URBAIN

### LE GROUPE 'ERFA'

Les échanges soutenus entre communes sur les thèmes du marketing urbain dans le cadre du groupe **Erfa** sont une facette de l'initiative **Pakt PRO Commerce**, dont un des axes est dédié au «Commerce et Centre-ville».

Quatre manifestations ont déjà eu lieu. Après la séance de lancement en décembre 2016 à la Chambre de commerce, la première réunion en 2017 s'est tenue à Ettelbrück fin mars sur le thème «Gestion des surfaces commerciales». La suivante, début juillet à Echternach, s'est penchée sur «L'identité urbaine». En novembre, les représentants des villes se sont rencontrés à Grevenmacher pour discuter sur «La ville numérique».

# PAKT PRO COMMERCE

## SUITE

### LE SITE PROCITY.LU

Le site **procity.lu** a été mis en ligne en octobre 2017. Il a été conçu pour poursuivre le dialogue sur la ville et le commerce en dehors des réunions trimestrielles du groupe Erfa. Cette nouvelle plateforme thématique offre la possibilité de communiquer au-delà du cercle des «suspects habituels», et de sensibiliser ainsi aux défis du commerce dans la ville.

### LE SOUTIEN INDIVIDUEL DES VILLES ET COMMUNES

Au cours de l'année, la **clc** a, en tant qu'expert, a soutenue différentes villes et communes dans leurs activités de (re)positionnements liés au commerce de détail. Les objectifs ont été principalement: la mise en place d'une personne en charge du marketing urbain et des questions du développement commercial local par commune, l'initialisation des processus de réflexion ville/commerce et l'accompagnement des unions commerciales sur place dans des questions de (re)positionnement.

### RÉSEAU AU LUXEMBOURG ET À L'INTERNATIONAL / CONFÉRENCES

Des échanges divers avec d'autres entités comme le **Creative Industries Cluster Luxembourg**, **PROSUD**, **Nordstad** au Luxembourg, ainsi que des entités à l'étranger comme le **Handelsverband Deutschland**, et l'**Institut pour la ville et le commerce** (Paris) ont permis d'établir un réseau d'experts, combiné avec un travail de sensibilisation et de promotion pour les activités et idées lancés dans le cadre du **Pakt PRO Commerce**.

### CULTURE DU SERVICE

#### ÉTUDE: LE COMMERCE DE DÉTAIL - SES LANGUES, SES CULTURES

À la suite d'un échange sur l'étude TNS-Ilres de l'année 2016 avec Madame la Secrétaire d'Etat Francine Closener et pour mieux comprendre la situation discursive et réelle, la **clc** a réalisé un rapport sur base d'une table ronde d'expert en juin 2017. Différentes personnes de l'Université de Luxembourg, du **MECO**, de TNS-Ilres et de la **clc** y ont participé. Le rapport a été

envoyé au **MECO** après validation par les participants. Il résume la situation actuelle et développe des recommandations pour un plan d'action «culture du service et situation linguistique dans le commerce de détail» au Grand-Duché de Luxembourg.

### FIT FOR SERVICE

La **clc** a soutenu le **MECO** dans la conception et la réalisation de son programme «**Fit for Service**» qui a pour mission d'améliorer l'attitude servicielle dans les PME et dans le commerce de détail. Dans ce contexte, la **clc** a particulièrement assuré le liens programme/commerçants.

### PROMOTION

Dans la perspective d'une nouvelle stratégie de promotion de la qualité de vie dans notre pays et de l'attractivité de nos villes et communes, la communication est essentielle pour faire connaître les bonnes initiatives. Le dialogue transfrontalier entre les différents acteurs du Luxembourg et de la Grande Région permettra à chacun de se faire sa propre représentation de notre pays et de l'offre économique, gastronomique, touristique et culturelle locale.

### GOODIDEA.LU ET SES MÉDIAS ANNEXES

Le programme «Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande-Région» a pris fin le 31 décembre 2016.

Grace au financement du **MECO**, la **clc** a mis à jour le site '**goodidea**' chaque semaine, a garanti la rédaction de nouveau contenu et la publication des textes en quatre langues, la maintenance technique, le hosting, les campagnes SEA, le community management de la page Facebook GoodIdeaLuxembourg et l'alimentation du réseau de 'satellites'.

---

## ÉVÉNEMENTS CLC

---

### CLCNETWORKING

En 2017, la **clc** a réuni ses membres pour 5 **clcNetworking**. Ces événements ont toujours été l'occasion de partir à la découverte de lieux souvent non ouverts au grand public, exclusifs, mais aussi et avant tout de nouer des contacts utiles au développement de chaque entreprise membre.

Merci aux entreprises visitées d'avoir accueillis les différents rassemblements :

- Lux-Airport en partenariat avec Six-Payment Services
- ALD Automotive
- Robin en partenariat avec Capital at Work
- Ketterthill en partenariat avec l'Agence e-Santé
- Banque Internationale à Luxembourg (BIL) en partenariat avec INOWAI

### CONFÉRENCE

#### FORUM RESSOURCES HUMAINES (FRH)

En 2017, la **clc** a organisé deux Forums RH sur les thèmes, d'une part, de la Réforme de l'organisation du temps de travail et d'autre part, sur la Médiation intra-entreprises.

La **clc** a eu le plaisir d'accueillir respectivement Me Christian Jungers et Me Anissa Bali du cabinet d'avocats KLEYR GRASSO ASSOCIES ayant présenté les points essentiels de cette nouvelle réforme ainsi que le Dr. Jan Kayser, Secrétaire Général du Centre de Médication Civile et Commerciale (CMCC) et médiateur agréé par le ministre de la justice, et Mme Donatella Di Angelis, DRH chez Grant Thornton et médiatrice agréée par le ministre de la justice, ayant exposé la plus-value de la médiation en entreprise pour prévenir les conflits ou les désamorcer sans passer par voie de justice.

### CONFÉRENCE

#### LUXEMBOURG INTERNET DAYS 2017

Les 14 et 15 novembre 2017, LU-CIX a organisé son événement «Luxembourg Internet Days» à la Chambre de Commerce. Aux côtés du Premier Ministre luxembourgeois Xavier Bettel, des experts les plus influents des TIC ainsi que des entrepreneurs des deux côtés de l'Atlantique se sont relayés pour faire la lumière sur deux des sujets préoccupants de l'année dans le domaine des TIC.

En tant qu'acteur dans le digital, la **clc** s'est associé à l'événement comme sponsor et a pu profiter du cocktail-networking pour mettre en avant ses services. L'Agence e-Santé avec son assistant digital Piti a assuré l'animation dans l'espace et a suscité la curiosité de nombreux participants.

---

**« NOUER DES CONTACTS UTILES  
AU DÉVELOPPEMENT DE CHAQUE ENTREPRISE  
MEMBRE GRÂCE À LA CLC »**

---

## DIALOGUE SOCIAL

Les négociations sur la flexibilisation du temps de travail en 2016 ayant montré les limites d'un dialogue social constructif et serein, l'année 2017 n'a pas donné lieu à de nouvelles réunions tripartites autres que celles organisées dans le cadre du semestre européen par le Conseil Économique et Social. Le dialogue social s'est donc largement déroulé dans le cadre de consultations bipartites pendant l'année sous revue.

### «PROGRAMME PARTENARIAT POUR L'EMPLOI» ET PLATEFORME EMPLOYEUR À L'ADEM

En 2015, l'ADEM et l'UEL ont conclu un partenariat visant à instaurer des relations de confiance entre les entreprises et l'ADEM. Cette collaboration s'inscrivait dans le cadre de la réforme de l'ADEM et avait comme principal objectif d'augmenter le nombre d'embauches de demandeurs d'emploi. Les résultats de cette 1ère édition du partenariat ont été très encourageants.

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant retrouvé un emploi a ainsi connu une croissance continue depuis 2014. Par rapport aux chiffres de 2014, plus de 5.900 demandeurs d'emploi supplémentaires ont ainsi pu réintégrer le marché de l'emploi entre 2015 et 2017. L'objectif des 5.000 est donc atteint.

Le partenariat mis en place a également permis à 30 entreprises et une fédération professionnelle, la FEMO, affiliée à la **clc**, d'être labellisées par l'ADEM en échange des engagements pris pour le développement de l'emploi.

Un autre objectif du partenariat était le développement de nouveaux outils permettant de rapprocher les entreprises et les demandeurs d'emploi. Le JobBoard de l'ADEM a ainsi pu être lancé en 2016 sur le Portail de l'emploi [www.adem.lu](http://www.adem.lu). Plus de 1.500 entreprises utilisent déjà actuellement cette plateforme électronique sur laquelle on trouve les profils de 20.000 candidats.

Une enquête satisfaction menée fin 2016 par le LISER a montré que les services de l'ADEM étaient très appréciés par les entreprises.

L'UEL et l'ADEM ont ainsi décidé de reconduire leur partenariat pour une nouvelle durée de 3 ans (2018-2020). Le nouveau programme s'inscrit dans un contexte conjoncturel qui s'améliore avec la baisse du taux de chômage et une poursuite des créations d'emplois à un rythme élevé. Mais le niveau de chômage reste élevé notamment dans les catégories les plus fragiles. Le marché d'emploi actuel très dynamique a pour conséquence une pénurie de candidats pour un nombre grandissant de mé-

tiers voire de secteurs dits «sous tension» dans lesquels les entreprises rencontrent d'importantes difficultés de recrutement.

Le nouveau programme s'articule autour de trois objectifs principaux :

- Augmenter le nombre d'embauches de demandeurs d'emploi et faciliter les recrutements dans les entreprises
- Atténuer le déséquilibre entre les offres d'emplois et les profils des demandeurs d'emploi disponibles
- Soutenir les métiers en pénurie de main-d'œuvre

Diverses actions seront envisagées comme l'organisation de groupes de travail afin de concevoir des programmes de formation adaptés aux besoins concrets d'entreprises travaillant dans un secteur spécifique, le développement de nouveaux outils digitaux, en particulier pour identifier les recrutements à venir et l'organisation de rencontres entre demandeurs d'emploi et employeurs au niveau régional et sectoriel. Afin d'améliorer la transparence sur le marché de l'emploi, l'ADEM étudiera aussi la possibilité d'établir des collaborations avec les plateformes commerciales de publication d'offres d'emploi.

Le comité de pilotage dont fait également partie la **clc** s'est réuni à plusieurs reprises au cours de 2017. Lors de ces échanges réguliers, les représentants de l'ADEM et du patronat analysent les besoins des groupes cibles et évaluent les actions entamées dans le cadre du programme.



5.500

**DEMANDEURS D'EMPLOIS  
AYANT RÉINTÉGRÉS LE MARCHÉ  
DE L'EMPLOI ENTRE 2015 ET 2017**

# DIALOGUE SOCIAL

SUITE

10

**NOMBRE DE JOURS  
DU NOUVEAU CONGÉS  
PATERNITÉ**

## CONGÉ DE PATERNITÉ

Dans la suite de la réorganisation des congés spéciaux annoncée dans notre rapport annuel concernant l'année 2016, la question du congé paternité a connu quelques rebondissements. Jusqu'en 2017, la loi prévoyait un congé de paternité de 2 jours, à charge de l'employeur. Un projet de loi déposé en 2016 augmentait dans un premier temps ce congé à 5 jours, toujours à charge de l'employeur.

Un congé de 10 jours a ensuite fait son apparition pendant plusieurs semaines dans les médias, porté par plusieurs représentants politiques.

Le Gouvernement a dès lors souhaité rencontrer l'UEL avec pour ambition d'augmenter le congé de paternité à 10 jours, tout en insistant sur le fait qu'une proposition de directive en discussion au niveau européen prévoyait d'ores et déjà un tel congé de paternité.

Sensibles à cette initiative en faveur d'une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée, les organisations patronales ont accepté cette proposition gouvernementale, tout en étant conscientes que cela mettra les entreprises devant un défi supplémentaire d'ordre organisationnel. Afin de ne pas y ajouter une charge financière, l'Etat prendrait entièrement en charge le coût des 8 jours supplémentaires. Les 2 jours prévus par la loi actuelle resteraient à charge des entreprises.

De cette façon, l'UEL a réussi à compenser partiellement la désorganisation que le nouveau congé de paternité créera inévitablement, notamment dans les petites entreprises, par le fait que le coût direct de la nouvelle mesure de politique familiale sera supporté par l'Etat. Ainsi, l'imminente réorganisation des congés spéciaux constituera un paquet équilibré pour les entreprises, même si, pour l'UEL, la question générale de l'organisation du temps du travail reste plus que jamais d'actualité.

## LOHNFORTZAHLUNG – CONTINUATION DU PAIEMENT DU SALAIRE PENDANT LA MALADIE, LA QUESTION DU PAIEMENT DES MAJORATIONS

Après les discussions au sein du Comité permanent pour l'Emploi, le Ministre du Travail et de l'Emploi a déposé le projet de loi le 25 octobre 2016.

Aux yeux du patronat, la solution retenue dans le projet n'est pas satisfaisante, malgré de longues discussions bilatérales.

La **clc** ne voulait pas en rester là et s'est adressée au Ministre en lui faisant part de son mécontentement notamment en arguant que les suppléments à payer en cas de maladie encouragent l'absentéisme, alors que les suppléments devraient gratifier les salariés qui viennent exceptionnellement travailler un dimanche. Dans ce contexte, la **clc** a revendiqué la création d'un régime dérogatoire pour les entreprises qui ne travaillent qu'exceptionnellement un dimanche.

Suite à cette lettre, une entrevue avec le Ministre a eu lieu le 13 février 2017. Même si les arguments ont été entendus et partagés par le Ministre, l'adoption d'un amendement pour satisfaire les besoins des entreprises n'a pas été retenue.

## RECLASSEMENT INTERNE ET EXTERNE - LOI DU 23 JUILLET 2015

Le 1<sup>er</sup> janvier 2016 est entrée en vigueur la nouvelle loi sur le reclassement interne et externe et qui a pour objectif de promouvoir le maintien ou la réintégration dans l'emploi des personnes reclassées. La nouvelle loi a introduit un certain nombre de changements qui ont lourdement impacté les entreprises concernées. En 2017, les représentants patronaux n'ont ainsi eu de cesse d'attirer l'attention du Ministre du Travail et de l'Emploi sur les dysfonctionnements manifestes de cette réforme. Ces

---

# DIALOGUE SOCIAL

---

**SUITE**

efforts ont porté leurs fruits et devraient aboutir à une modification législative en 2018 tenant compte au moins pour partie des revendications patronales.

## DÉTACHEMENT – SECTEUR DU TRANSPORT ROUTIER

Suite au Conseil «Emploi, Politique sociale, Santé et Consommateurs» (EPSCO), qui a eu lieu le 23 octobre 2017 à Luxembourg et auquel ont participé les ministres luxembourgeois Nicolas Schmit et Romain Schneider, la décision a été prise de continuer à appliquer, aux conducteurs du transport routier, la directive actuellement en vigueur concernant le détachement de travailleurs, à savoir, la directive 96/71/CE, ceci jusqu'à l'entrée en application du «paquet mobilité».

Ce «paquet mobilité» prévoit des mesures telle qu'une nouvelle réglementation du cabotage, l'établissement des règles spécifiques pour le détachement de conducteurs dans le secteur du transport routier ou encore la promotion du système de télépéage européen (SET).

Etant donné que ce dernier n'est qu'en phase de discussion alors que le transport routier rencontre, d'ores et déjà des difficultés importantes à mettre en œuvre les dispositions concernant le détachement, la **clc** a considéré qu'il y avait urgence de réagir et, dans ce contexte, a élaboré une proposition de modification de la loi nationale en la matière. Cette dernière vise à simplifier la procédure et prévoit notamment la possibilité d'effectuer le détachement pour six (6) mois. Cette proposition de loi a été soumise au ministre du Travail Nicolas Schmit.

Dans le cadre d'une entrevue avec le ministre qui s'est tenue le 16 octobre dernier, la **clc** a saisi l'occasion d'illustrer, à travers des exemples concrets, des soucis rencontrés sur le terrain suite à laquelle le ministre a promis de procéder rapidement à la simplification administrative en la matière.

## LOI PORTANT SUR LA RÉFORME DU CO-FINANCEMENT DE LA FORMATION CONTINUE

Lors du Forum des Ressources Humaines du 12 octobre 2017, la **clc** a présenté les dispositions finalement reprises dans la loi du 29 août 2017.

Le tableau synthétisant les changements peut être consulté sur le site **[www.clc.lu](http://www.clc.lu)**.



---

## DOSSIERS NÉGOCIATION

---



77%

**EST LE POURCENTAGE  
DE COMMERÇANTS  
AYANT RÉPONDU  
QUE LES RESTRICTIONS  
TERRITORIALES  
ENTRAÎNENT DES PRIX  
À LA CONSOMMATION  
PLUS ÉLEVÉS**

### TAXE SUCRE

En 2017, le Ministère de la Santé a pendant un temps envisagé l'instauration d'une taxe sucre sur les boissons à sucres ajoutés. La **clc**, en coopération étroite avec la Fédération des Artisans, l'Horesca et la Fedil, a obtenu le retrait de ce projet qui menaçait la compétitivité de nos commerces par rapport à ceux de la Grande Région tout en ayant une efficacité très contestable en matière de santé publique.

### DÉTACHEMENT

La **clc** a initié une circulaire pour informer les fédérations de transport européennes sur la procédure administrative de déclaration en matière de détachement vers le Luxembourg, ainsi que de la suspension des obligations déclaratives suite à ses interventions auprès de l'ITM et au Ministère du travail.

### ECOMMERCE EUROPE

Ecommerce est une organisation qui représente plus de 75.000 entreprises actives dans la vente en ligne. En collaboration étroite avec notre fédération **eCOM.lu**, la **clc** participe activement aux groupes de travail et entretiens avec les responsables politiques en vue de créer un cadre réglementaire favorable à un développement prospère du secteur de la vente en ligne en EU.

### APPROVISIONNEMENT – RESTRICTIONS TERRITORIALES

Les restrictions territoriales de l'offre sont des restrictions imposées par un fournisseur aux détaillants les empêchant de s'approvisionner librement, notamment dans les pays de leur choix.

Faisant face à un dossier qui n'a guère évolué depuis des années, les pays Benelux ont pris les devants et une enquête, exclusivement consacrée aux détaillants en Belgique, aux Pays-Bas et au Luxembourg, a été menée d'octobre 2016 à avril 2017. 77% des commerçants ont répondu que les restrictions territoriales entraînent des prix à la consommation plus élevés.

Le rapport de cette enquête sera officiellement remis le 19 juin 2018 à la commissaire européenne Bienkowska et fera l'objet d'une discussion lors de la conférence européenne sur le commerce de détail en Europe le jour même à Bruxelles.

### HEURES D'OUVERTURES

Sujet de discussion controversé depuis des décennies, un arrêt de la cour constitutionnelle a déclaré inconstitutionnel l'article de la loi en vigueur sur les heures de fermeture. En effet, la demande d'un boulanger qui souhaitait aligner ses heures d'ouvertures à celles des stations services a été refusée par le Ministère de l'économie. La cour constitutionnelle ayant été saisie par la cour administrative, s'est cependant prononcée en faveur du boulanger.

Ainsi le ministère a dû accorder une dérogation généralisée pour certains secteurs de l'artisanat. Depuis il est donc évident qu'une adaptation, voire libéralisation, des heures d'ouvertures est inévitable.

La **clc** s'engage pour une libéralisation complète des heures d'ouvertures.

## LA CLC DANS LES INSTITUTIONS

### CONSEIL DE LA CONSOMMATION

Le Conseil de la consommation est un organisme consultatif qui est institué au sein du Ministère de l'Économie. Le Conseil est composé de manière paritaire et comprend, outre quatre représentants du gouvernement, quatre délégués d'organisations de consommateurs agréées et quatre représentants d'organisations patronales, dont la **clc**. Le Conseil de la consommation a pour mission de promouvoir l'échange de vues entre le gouvernement et les organisations de consommateurs et patronales et de favoriser la concertation entre les représentants des intérêts de consommateurs et les délégués des organisations patronales pour tous les problèmes relevant du domaine de la protection des consommateurs. En outre, il étudie et émet à la demande du Ministre de tutelle, des avis sur des questions lui soumises.

Le Conseil de la consommation s'est réuni à deux reprises en 2017. Parmi les sujets traités figuraient différentes analyses, dont celle du service médiation de l'Institut luxembourgeois de régulation, les données pour la Charte FAIR PRICE pour l'année 2016, les initiatives législatives en matière de protection des consommateurs au niveau européen et luxembourgeois ainsi que le service de résolution extrajudiciaire des litiges dans le secteur financier. Le 16 novembre 2017, le Conseil de la consommation a remis son neuvième rapport aux signataires de la Charte FAIR PRICE, concluant que l'année 2016 a été marquée par une inflation moyenne de +0,3%, impactée surtout par les prix de l'énergie. Aucune hausse de prix excessive n'a été constatée durant la période analysée, de sorte que le respect de la Charte FAIR PRICE par ses signataires a pu être constatée.

### COMMISSION AD HOC «FORMATION DES PRIX»

Cette Commission du Conseil de la consommation, au sein de laquelle la **clc** est représentée, s'est réunie trois fois en 2017. Elle s'est penchée en premier lieu sur les rapports d'analyse semestriels des prix à la consommation au Luxembourg, mais a procédé également à une analyse du secteur des services de taxis au Luxembourg.

### CHAMBRE DE COMMERCE

L'assemblée plénière est composée de 25 membres dont 8 représentants de la **clc**.

La **clc** est représentée dans les six commissions spécialisées et en préside quatre : la Commission des comptes, la Commission Luxexpo (présidée par M. Sales, vice-président de la **clc**), la Commission internationale, la Commission Entrepreneurship (présidée par M. Rodembourg, président honoraire de la **clc**), la Commission économique (présidée par Laurent Schonckert, vice-président de la **clc**) et la Commission formation (présidée par M. Ernster, président de la **clc**).

La House of Training est co-présidée par M. Ernster, président de la **clc**.

### CLUSTER FOR LOGISTICS LUXEMBOURG A.S.B.L.

Le Cluster for Logistics (C4L), dont la **clc** est un des membres fondateurs, est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en vue du positionnement et de la promotion du Luxembourg en tant que plateforme logistique multimodale compétitive. Son Conseil d'Administration siège régulièrement sous la présidence de Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce. Alain Petry, membre de la Direction de la **clc**, a été élu membre du Conseil d'administration du C4L lors de l'Assemblée générale en remplacement de Thierry Nothum.

Le Cluster, qui œuvre en étroite collaboration avec le Groupement Transports, participe régulièrement à des salons et voyages d'études ainsi qu'à des rencontres avec des partenaires potentiels des transporteurs et logisticiens luxembourgeois.

Il accompagne le projet du «Single Window for Logistics» (guichet unique électronique pour le secteur de la logistique et du commerce international) qui a pu aller en ligne début 2018. D'autres sujets furent l'implémentation en 2017 du e-CMR (lettre de voiture électronique), la deuxième phase du projet «Lean and Green», le suivi du nouveau cycle de la formation initiale du Technicien en logistique lancé en 2015.

### EUROCOMMERCE

La **clc** est membre effectif d'EuroCommerce, l'organisation siégeant à Bruxelles et qui re-

# LA CLC DANS LES INSTITUTIONS

**SUITE**

**«L'UEL ÉLABORE, DE CONCERT AVEC SES MEMBRES, LES POSITIONS DES ENTREPRISES SUR DES SUJETS HORIZONTAUX, LES DÉFEND AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES SYNDICATS ET LES PRÉSENTE AUX MÉDIAS»**

présente les intérêts des détaillants, des grossistes et du commerce international en Europe. Un travail conséquent est fait par les représentants de la clc afin de faire entendre les positions et analyses de ses membres. Ce réseau permet également d'être informé à un stade très avancé sur les initiatives des institutions européennes touchant le commerce.

## **HAUT COMITÉ POUR LE SOUTIEN DES PME**

Le Haut comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat est composé de représentants de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Fédération des artisans, de l'Horesca et de la clc et a été institué en juin 2014 sous la présidence de Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.

En 2017, le Haut Comité s'est réuni à deux reprises notamment pour un échange avec la Commission Nationale de Protection des Données (CNPd), pour suivre l'avancement du Pakt Pro Commerce ou pour discuter de la jurisprudence en matière d'heures d'ouverture.

## **UEL (UNION DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES)**

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises regroupe les organisations et chambres professionnelles patronales, en l'occurrence l'ABBL, l'ACA, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la clc, la Fédération des Artisans, la Fedil et l'Horesca.

L'UEL élabore, de concert avec ses membres, les positions des entreprises sur des sujets horizontaux, les défend auprès des pouvoirs publics et des syndicats et les présente aux médias.

Elle s'engage activement dans le débat sociopolitique, dans le respect du développement durable et de la responsabilité des entreprises. Sur tous les sujets qui sont de son domaine de compétence, l'UEL est régulièrement amenée à élaborer des dossiers de fond pour soutenir ses prises de positions. Les domaines concernés sont notamment l'économie et la fiscalité, l'emploi et les relations de travail, la sécurité sociale, le développement durable et la simplification administrative.

L'UEL promeut également la responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin d'aider les entreprises à renforcer leur compéti-

tivité et à assurer leur pérennité. Pour ce faire, elle a créé en 2009 l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité des entreprises (INDR).

M. Fernand Ernster représente la clc dans le Conseil d'administration de l'UEL. Le Comité Exécutif de l'UEL prépare les documents et les positions soumis au Conseil d'Administration. La clc est représentée dans ce comité par son directeur, M. Nicolas Henckes. Il se réunit en principe deux fois par mois.

En 2017, l'UEL a plus particulièrement traité les dossiers du compte épargne-temps, du reclassement, du congé paternité, de la Mutualité des PME, de la 52 semaine et de la fiscalité des entreprises. L'UEL a également renouvelé son partenariat pour l'emploi avec l'ADEM. Plus de détails sur ces travaux ont été repris dans les chapitres respectifs de ce Rapport.

## **CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (CES)**

Cet organe est composé de représentants des organisations patronales, syndicales et des pouvoirs publics.

A noter que depuis 2015, le Gouvernement profite de l'enceinte du CES pour écouter les propositions et réflexions des partenaires sociaux dans le cadre de la procédure dite du Semestre européen.

Le CES a poursuivi en 2017 le travail de la Commission «Transports» avec l'élaboration d'un avis sur le Fret et la Logistique qui devrait aboutir en 2018. Alain Petry a été nommé rapporteur de cette Commission en remplacement de Thierry Nothum. L'avis du CES devrait être finalisé et adopté en assemblée plénière au courant du premier semestre de 2017.

Le CES a également mis en place une commission «Lëtzebuerg 4.0» amenée à rédiger un avis sur les effets de la digitalisation au Luxembourg en prenant la suite de l'étude Rifkin. Nicolas Henckes a été nommé co-rapporteur de cette commission.

## **COMMISSION LOI-CADRE DES CLASSES MOYENNES**

La clc est représentée dans la commission Loi-cadre de la Direction générale PME et Entrepreneuriat du ministère de l'Économie

# LA CLC DANS LES INSTITUTIONS

SUITE

90

**90 SACS PAR PERSONNE  
ET PAR AN EST L'OBJECTIF  
À ATTEINDRE  
POUR 2019  
SACHANT QUE  
LA CONSOMMATION ACTUELLE  
EST DE 140**

par Monsieur Alain Petry, membre de la Direction de la **clc**, en tant qu'expert permanent. Cette commission statue sur l'éligibilité aux aides étatiques prévues par la Loi modifiée du 30 juin 2004 portant création d'un cadre général des régimes d'aides en faveur du secteur des classes moyennes. Le représentant de la **clc** accompagne ainsi la mise en place de subventions au bénéfice de ses membres.

## **SNCI, SOCIÉTÉ NATIONALE DE CRÉDIT ET D'INVESTISSEMENT**

La SNCI est un établissement bancaire de droit public spécialisé dans le financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises. Elle accorde des prêts à l'investissement, à l'innovation ainsi que des crédits à l'exportation. Elle accorde également des prêts de création-transmission à des PME nouvellement créées ou reprises ainsi que des financements à l'étranger aux entreprises luxembourgeoises désireuses de se développer sur les marchés à l'étranger. Alain Petry, membre de la Direction de la **clc**, fait partie d'une commission technique chargée de l'instruction des dossiers introduits par les entreprises issues des classes moyennes.

## **SNCA – AGRÉMENT DEKRA**

La **clc** fait partie de la commission de contrôle de la SNCA. En 2017 la commission a vérifié si DEKRA remplissait les différentes conditions pour obtenir un agrément du Ministre pour le contrôle technique de véhicules.

## **INDR / LABEL ESR**

La **clc** a renouvelé son label en 2017, procédure à faire tous les trois ans afin de rester à jour des évolutions et de continuer à appliquer autant que possible les préceptes défendus par ce label. La **clc** compte désormais une experte agréée INDR dans son équipe qui peut faire des vérifications pour l'octroi du label et donner des formations, notamment en capital humain.

La **clc** montre son attachement aux valeurs promues dont l'engagement de la société envers ses salariés en matière sociale et d'égalité des chances et envers l'environnement. A ce titre, elle honore ses mandats auprès d'Ecotrel, d'Ecobatterien et de Valorlux.

## **ECOTREL**

L'asbl Ecotrel, créée sur l'initiative de la **clc**, a poursuivi en 2017 sa mission de collecter et de faire recycler les déchets d'appareils électriques et électroniques. Plusieurs mandataires de la **clc** représentent les intérêts des importateurs des équipements visés par la loi.

## **ECOBATTERIEN**

L'asbl Ecobatterien a été créée par la Fédération des Artisans, la Fedil, Ecotrel et la **clc** afin que celle-ci endosse les obligations à charge des producteurs et importateurs de piles et accumulateurs. Elle organise la collecte, le recyclage et le traitement écologique de ces déchets.

## **VALORLUX**

La Direction de la **clc** représente les acteurs du commerce dans le Conseil d'administration de Valorlux. Elle siège également dans les groupes de travail de la communication et de la prévention.

## **SACS PLASTIQUES ET AUTRES**

### **EMBALLAGES DE SERVICE**

Suite à la loi du 21 mars 2017, la **clc** a rencontré à plusieurs reprises les acteurs du marché afin de les sensibiliser quant aux enjeux de cette loi.

De manière générale, une réduction de la consommation des sacs en plastique est visée. Ainsi, les sacs en plastique d'une épaisseur supérieure ou égale à 15 microns ne pourront plus être distribués aux clients gratuitement à partir du 31 décembre 2018. Seuls les sacs inférieurs à 15 microns pourront être utilisés pour des raisons d'hygiène (emballages fruits/légumes). L'objectif est d'atteindre la limite à ne pas dépasser: à partir de décembre 2019 la consommation ne devra pas dépasser 90 sacs/personne/an, à partir de décembre 2025 cette limite est portée à 40 sacs/personne/an. A noter que pour 2017, cette consommation est de 140 sacs/personne/an.

Les autres emballages de service (barquettes, papier à emballer, boîtes, gobelets, etc.) font désormais l'objet d'une déclaration par les producteurs respectivement par les importateurs de ces emballages qui doivent s'acquitter d'une redevance afin de contribuer au financement de leur collecte, de leur tri et de leur recyclage.

---

## REPRÉSENTATIONS EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

---

Liste des représentations européennes et internationales dont la clc, ou ses fédérations, sont membres.

- 01 IRU – Union Internationale des Transports Routiers
- 02 Leaseurope – European Federation of Leasing Companies' Associations
- 03 CECRA – European Council for Motor Trades and Repairs
- 04 Eurocommerce
- 05 CEGROBB – Communauté européenne des associations du commerce de gros en bières et autres boissons
- 06 UFEMAT – Union européenne des fédérations nationales des négociants en matériaux de construction et des producteurs
- 07 CEEV – Comité européen des entreprises de vins
- 08 FIVS – Fédération internationale des vins et spiritueux
- 09 EIBF – European International Booksellers Federation
- 10 CEPI – Conseil européen des Professions immobilières
- 11 FIABCI – Fédération Internationale des professions de l'immobilier
- 12 BEDA – The Bureau of European Design Association
- 13 Alliance européenne pour l'éthique en publicité
- 14 Ecommerce Europe